

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX
Procédure adaptée

Maître d'ouvrage :
COMMUNE DE MAGNAC SUR TOUVRE
10, Place de la Mairie
16600 MAGNAC SUR TOUVRE
Tél : 05 45 37 14 50
mairie@magnacsurtouvre.fr

TRAVAUX DE VOIRIE 2025

Dossier de Consultation des Entreprises

2.2 - Cahier des Clauses Administratives
Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMES	4
1.2 PROCEDURE ET DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 VARIANTES – TRANCHE OPTIONNELLE - PSE	4
1.4 MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.5 SOUS-TRAITANT	4
ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
2.1 PIECES CONTRACTUELLES	5
2.2. ASSURANCES	5
2.3 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	5
2.4. REPARATION DES DOMMAGES	6
2.6. AUTRES OBLIGATIONS	6
ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ - PENALITES	7
3.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	7
3.2 PENALITES	7
3.3 PROLONGATIONS	8
ARTICLE 4 : PRIX DU MARCHÉ	8
4.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX	8
4.2 REPARTITION DES PAIEMENTS	9
4.3 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET REGLEMENT DES COMPTES	9
4.4 MODALITES DE VARIATION DES PRIX	11
4.5 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	11
4.6 PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	11
4.7 DELAIS DE PAIEMENT	12
4.8 INTERETS MORATOIRES	12
4.9 ENCADREMENT DES CLAUSES TECHNIQUES ET FINANCIERES PARTICULIERES DANS LE CADRE DE LA REGLEMENTATION SUR LES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX	12
ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
5.1 GARANTIE FINANCIERE	12
5.2 AVANCE	12
ARTICLE 6 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
7.1 PIQUETAGE GENERAL	13
7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	13
ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.2 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	13
8.3 REGISTRE DE CHANTIER	13

ARTICLE 9 : ETUDES D'EXECUTION, PRESTATIONS DUES PAR L'ENTREPRENEUR	13
ARTICLE 10 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	14
10.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER	14
10.2 EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	14
10.3 SIGNALISATION DES CHANTIERS	14
ARTICLE 11 : CLAUSES TECHNIQUES	14
11.1-CLAUDE DE REEXAMEN ET MODIFICATIONS DU CONTRAT	14
11.2DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL	15
ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	15
12.1 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	15
12.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	15
12.3 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	15
ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX	15
14.1 GARANTIE	16
ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE	16

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 Objet du marché - Emplacements

La présente consultation concerne les travaux de voirie sur le territoire de la commune.

La présente consultation concerne les travaux de voirie sur le territoire de la commune.

La campagne 2025 comprend :

- Des dispositifs de sécurité (coussins lyonnais) sur les rues Pasteur (RD23) et Jaurès (RD 408)

Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des clauses Techniques et Particulières.

1.2 Procédure et Décomposition en tranches et lots

- Procédure adaptée – R.2123-1 du code de la commande publique.
- Procédure dématérialisée : articles R.2132-1 à R.2132-3 du code de la commande publique.

1.3 Variantes – tranche optionnelle - PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune tranche optionnelle

Aucune PSE

1.4 Maîtrise d'œuvre

Bureau d'étude BETG, représenté par Christophe TYRE, chef de projet de BETG

8 Grande Rue - 1^{er} étage
16140 AIGRE
Tél : 05 45 23 75 97
Courriel : betg16@orange.fr

1.5 Sous-traitant

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique susvisé, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour la présentation d'un sous-traitant lors de l'exécution du marché, il est nécessaire de remplir une déclaration de sous-traitance. Pour cela le formulaire DC4 sera à fournir.

Article 2 : Obligations du titulaire

2.1 Pièces contractuelles

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le planning annexé à l'ordre de service
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG – arrêté du 30 03 2021))
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- L'ensemble des normes françaises et DTU
- Le cadre du bordereau des prix unitaires complété
- Le cadre du détail estimatif rempli
- Les plans des travaux
- Le mémoire technique

2.2. Assurances

Le titulaire doit contracter et tenir en état de validité les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale pour le lot 1.

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie. Par ailleurs, pendant toute la période d'exécution du marché, il transmettra une nouvelle attestation au Maître d'ouvrage à chaque début d'année. Si l'attestation d'assurance n'est pas adressée avant la présentation du premier décompte de l'année, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'en bloquer le mandatement jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce, sans que ce décalage de mandatement ouvre droit à des intérêts moratoires.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de sinistre en cours de chantier, l'entrepreneur ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs

2.3 Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Les pénalités sont définies à l'article 3.3.6 (tableau récapitulatif des pénalités).

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

2.4. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

2.6. Autres obligations

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 3 : Durée du marché - Pénalités

3.1 Délai d'exécution des travaux

La durée de la période de préparation court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux, et sera de 4 semaines.

Le Calendrier détaillé d'exécution établi dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux, au plus tard à la fin du délai de préparation du chantier, définit les délais d'intervention propres à chaque entrepreneur. Il est établi en concertation avec le maître d'œuvre et le titulaire.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage de modifier le calendrier détaillé d'exécution, dans la limite du délai d'exécution global fixé à l'acte d'engagement. Le calendrier détaillé d'exécution est notifié par ordre de service aux entrepreneurs.

Les délais d'exécution pourront être prolongés dans les conditions prévues à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

3.2 Pénalités

Les pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions et inscription au compte-rendu de chantier.

Elles seront déduites des situations mensuelles

3.2.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour calendaire de retard.

3.2.2. Autres stipulations

Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant
Tribunal Administratif de Poitiers
15 rue de Blossac
86000 POITIERS
Téléphone : 05.49.60.79.19
Courriel : ta-poitiers@juradm.fr
Télécopie : 05.49.60.68.09
Site internet : <http://www.ta-poitiers.juradm.fr/ta/poitiers> 3.3

3.3 Prolongations

Prolongation du délai d'exécution

Les dispositions de l'article 19.2 du CCAG-TRVX s'appliquent.

Intempéries

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant : Cognac).

Valeurs seuils pour la Région Nouvelle Aquitaine :

Gel : température moyenne journalière de 0°C constatée au poste météorologique le plus proche ou température constatée par le Maître d'Œuvre comme étant incompatible avec certaines prestations de travaux (béton, enrobés, etc).

Neige : précipitation journalière équivalente à une couche de 5 cm ou couche résiduelle de 10 cm constatée sur le site des travaux.

Barrière de dégel : itinéraire d'approvisionnement du chantier concerné par la pose de barrières de dégel, indiqué par le service des routes.

Pluie : égale ou supérieure à 25 mm par jour.

Vent : supérieur ou égal à 60 km par heure.

En tout état de cause, l'augmentation du délai consécutif aux intempéries ne pourra donner lieu à supplément de prix. En cas d'intempéries obligeant à un arrêt de chantier, l'entrepreneur devra le signaler au Maître d'œuvre.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station de Cognac.

Article 4 : Prix du marché

4.1 Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

4.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

4.3.1 Contenu des prix

Conformément au CCAG TR, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse de leur quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

4.3.2 Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

4.3.3 Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

4.3.4 Obligations particulières du titulaire

Sans objet.

4.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

4.3.6 Règlement des comptes – Paiements

Le délai de paiement est fixé à 30 jours sur présentation d'une facture établie après exécution de la prestation.

Acceptation de la demande de paiement :

Lorsque le titulaire remet au maître d'œuvre une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement mensuel prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- La date d'établissement de la demande de paiement ;
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant,
- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations exécutées et taux d'avancement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant TTC des prestations ;
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie,
- En cas de groupement conjoint,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement d'acompte interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Les demandes de paiement d'acompte seront adressées au maître d'œuvre

Envoi dématérialisé sur Chorus Portail Pro

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'envoi dématérialisé des demandes de paiement sur « Chorus Portail Pro » est obligatoire depuis le 1er janvier 2020

b) Décompte final :

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-TX, en cas de décision de réception des travaux avec réserves, la production du projet de décompte final ne peut intervenir qu'une fois toutes les réserves levées. Si le projet de décompte final est transmis avant la levée de toutes les

réserve, le point de départ du délai d'instruction de celui-ci ne pourra commencer à courir qu'à compter de la date de levée de la dernière réserve.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-TX, si, dans un délai de 30 jours, le représentant de l'acheteur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif.

4.4 Modalités de variation des prix

Les prix du présent marché sont révisables, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois "Mois zéro" (Mo), mois de remise des offres.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (0.15 + 0.85 \times (I_1/I_o))$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- I_o est la valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P_o.
- I₁ est la dernière valeur connue de l'indice à la date de la situation (acompte). Le calcul de la révision est donc définitif à chaque situation.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes à l'exception éventuellement du premier acompte dont la révision pourra être régularisée à la seconde situation.

Les primes et pénalités sont révisées selon les mêmes modalités.

Pour le décompte général définitif, les modalités de révision sont les mêmes.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Les index utilisés sont les suivants :

N° du lot	Intitulé du lot	Index BT
Lot 01	Voirie, équipements et signalisation	TP08

4.5 Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

4.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés et de paiement direct à un sous-traitant, ce dernier libelle ses demandes de paiement au nom du représentant du pouvoir adjudicateur et les envoie conformément aux dispositions du nouveau code des marchés publics.

4.7 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions du nouveau Code de la Commande publique.

4.8 Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires s'appliquent conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

4.9 Encadrement des clauses techniques et financières particulières dans le cadre de la réglementation sur les travaux à proximité des réseaux

En application de la réglementation sur les travaux à proximité des réseaux, et de l'article 7.9.2 de la norme NF S70-003-1, les clauses techniques et financières particulières prévues au bordereau de prix seront appliquées dans les cas nécessaires et explicités dans la norme :

- Evolution des réseaux entre la préparation du projet et l'exécution des travaux
- Travaux dans les zones où il existe une incertitude sur la localisation précise des réseaux enterrés, dans la mesure où le responsable du projet peut être dispensé d'effectuer ou de faire effectuer des investigations complémentaires

Par ailleurs, il est bien précisé que l'entrepreneur (ou « exécutant des travaux » au sens de la norme NF S70-003-1) ne subira aucun préjudice dans les cas suivants:

- Retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant 2 jours après la relance faite par l'exécutant
- Découverte lors de l'exécution, d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité et qui n'avait pas été identifié au préalable, ou situé à un endroit très différent de celui indiqué par les plans et susceptibles d'entraîner un danger lors des travaux.

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté

5.1 Garantie financière

Il sera établi par le titulaire une garantie à première demande remise avant la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

5.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de cette avance est fixé à 10% (option B du CCAG). L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire qui ne pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Article 6 : Caractéristiques des matériaux et produits

Selon les CCTP

Article 7 : Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

7.1 Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG - Travaux.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par le titulaire en relation avec les différents concessionnaires.

Article 8 : Préparation, coordination et exécution des travaux

8.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée est de **4 semaines** à compter de la date de la notification du marché.

8.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions du nouveau Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

8.3 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, la taille du chantier ne justifiant pas la tenue d'un registre journal, le Maître d'œuvre ne tiendra pas de registre de chantier.

Article 9 : Etudes d'exécution, prestations dues par l'entrepreneur

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux,

- établissement du plan EXE sur la base du plan PROJET du maître d'œuvre fourni à la consultation, présentation au maître d'œuvre des détails techniques et adaptations pour visa
Etablissement des notes de calculs nécessaires à la bonne exécution du chantier (

Article 10 : Installation et organisation du chantier

10.1 Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 CCAG - Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Conformément à l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat

10.2 Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

10.3 Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du CCAG - Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes :

- Elle devra être conforme, de jour et de nuit, à l'instruction interministérielle «signalisation routière» livre 1 - 8ème partie et au guide SETRA Signalisation Temporaire «Manuel du chef de chantier» édition 2000. Le plan de signalisation sera établi par l'entrepreneur et soumis au visa du maître d'œuvre.

Elle sera validée par le Conseil Départemental 16.

Pénalités pour défaut sur la signalisation de déviation ou de chantier

En cas de défaut constaté sur la signalisation de déviation ou de chantier, l'entreprise qui sera en charge de la maintenance de cette signalisation se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 Euros par jour de défaut de signalisation à compter du jour où le maître d'ouvrage aura informé du problème l'entreprise en charge de la maintenance de cette signalisation. Le compte des pénalités cessera au jour de la remise en état de la signalisation de déviation ou de chantier et après contrôle par le maître d'ouvrage.

Article 11 : Clauses techniques

11.1-Clause de réexamen et modifications du contrat

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière Concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

11.2 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard du maître d'œuvre et d'ouvrage. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1 Gestion des déchets de chantier

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du CCAG - Travaux sont applicables.

12.3 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

Article 13 : Réception des travaux

Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par les CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont préalablement soumis à l'accord du pouvoir adjudicateur.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de se faire effectuer des essais et contrôles supplémentaires en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais supplémentaires, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage.

Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise, le programme étant dans chaque cas défini par les maîtres d'œuvre et d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DOE contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard

Article 14 : Garanties et assurances

Réception

La réception se déroule comme stipulée à l'article 41 du CCAG-TRVX et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

14.1 Garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG - Travaux.

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un (1) an, l'entreprise, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour elle des articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil, est tenue à une "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle elle doit sur simple demande du pouvoir adjudicateur :

- exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise ;
- remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que les prestations du marché soient conformes à l'état où elles étaient ou auraient dû être lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées.

Article 15 : Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les articles L.2195-1 et suivants du code de la commande publique, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-12 du code de la commande publique, et, selon les dispositions des articles 49 50 et 51 du CCAG.